



2020

Société canadienne des postes
RAPPORT FINANCIER
DU PREMIER TRIMESTRE

Pour la période close le 28 mars 2020

Table des matières

Rapport de gestion	1
Énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	6
3 Facteurs de rendement clés	8
4 Capacités	9
5 Revue des activités d'exploitation	10
6 Liquidités et ressources en capital	16
7 Évolution de la situation financière	18
8 Risques et gestion des risques	20
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	20
Note de fin de texte	21
États financiers consolidés résumés intermédiaires	22
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	22
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	23
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	24
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	25
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	27
1 Constitution, activités et instructions	27
2 Base de présentation	27
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	28
4 Autres actifs	29
5 Immobilisations	29
6 Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	30
7 Obligations locatives	32
8 Autres éléments du résultat global	32
9 Questions liées à la main-d'œuvre	32
10 Passifs éventuels	33
11 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	33
12 Autres charges d'exploitation	34
13 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	34
14 Transactions avec des parties liées	35
15 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits	35

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats financiers consolidés et des changements sur le plan de l'exploitation de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI ou Logistique) et Innovapost Inc. (Innovaposte) pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 28 mars 2020. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Les secteurs d'activité sont associés aux entités juridiques suivantes : Postes Canada, Purolator, SCI et Innovaposte.

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 22 mai 2020.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le premier trimestre de 2020, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires.

Correspondance-réponse d'affaires^{MC}, Courrier de quartier^{MC}, Courrier de quartier de Postes Canada^{MC}, Courrier personnalisé^{MC}, Courrier personnalisé de Postes Canada^{MC}, Marketing Intelliposte^{MC}, Marketing Intelliposte de Postes Canada^{MC}, Poste-lettres^{MC} et Poste-publications^{MC} sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

Énoncés prospectifs

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs du Groupe d'entreprises qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse*, *but*, *indications*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie*, *cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes tels qu'*avoir l'intention de*, *prévoir*, *être d'avis que*, *s'attendre à*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *chercher à*, *devoir*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés dans la section 8 Risques et gestion des risques du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les événements prévus dans ces énoncés prospectifs pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 22 mai 2020; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

COVID-19

La COVID-19, déclarée pandémie en mars 2020, a eu une incidence sur nos résultats financiers du premier trimestre. De plus, l'incidence future de la COVID-19 sur les économies canadienne et mondiale ainsi que sur nos activités, pour le reste de l'année 2020 et dans l'avenir, demeure très incertaine. Les entreprises et les consommateurs canadiens choisissent de recourir à nos produits et services de façon différente, et nos fournisseurs et partenaires subissent des répercussions à leur tour. Nos activités dépendront des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Agence de santé publique du Canada, cette dernière ayant été chargée par le gouvernement du Canada de la réponse à la COVID-19.

1 Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Fournissant de l'emploi à près de 68 000 personnes, le Groupe d'entreprises de Postes Canada est l'un des plus importants employeurs au Canada. Postes Canada, composante la plus importante ayant généré des produits de 1,7 milliard de dollars pour le premier trimestre (76,3 % du total des produits du Groupe d'entreprises, si l'on exclut les produits intersectoriels), est une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome. Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte presque 6 100 bureaux de poste au pays.

1.1 Changements significatifs et évolution des activités

Secteur Postes Canada

Nous n'avons pas apporté de changements significatifs à notre stratégie au cours du premier trimestre de 2020. Toutefois, nous avons mis en œuvre notre plan en cas de pandémie à la fin du mois de janvier 2020 à l'échelle nationale en réponse à la COVID-19. Vers la fin du premier trimestre, des changements ont dû être apportés à notre mode de fonctionnement dans nos bureaux de poste, nos établissements et nos postes de facteurs ainsi qu'à notre mode de livraison des colis pour respecter les mesures sanitaires fédérales de distanciation physique visant à assurer la sécurité des employés et des Canadiens. Par exemple, nous avons mis en place la politique « Sonner, déposer, quitter » afin de limiter les interactions entre les clients et les employés de livraison à la porte, et nous avons retenu tous les articles pour les entreprises fermées ou les entreprises dont l'accès a été restreint. Les employés ont pris des congés spéciaux pour prendre soin de leurs enfants ou de personnes âgées, ainsi que pour se mettre en quarantaine. Par conséquent, notre capacité à respecter nos engagements en matière de service a été affaiblie et nos garanties de service pour la plupart des produits ont été suspendues. De plus, nous avons fait tout notre possible pour garder les clients informés de l'état de leurs livraisons.

Au premier trimestre, la croissance continue du secteur Colis, qui a connu une augmentation de 53 millions de dollars, a plus que contrebalancé la baisse des produits de 16 millions de dollars de notre secteur d'activité de base Poste-lettres^{MC} et celle de 26 millions de dollars du secteur d'activité Marketing direct.

Questions liées à la main-d'œuvre

Négociations collectives

Le processus d'arbitrage visant le remplacement des conventions collectives expirées du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS) s'est poursuivi au cours du premier trimestre de 2020. Les parties ont terminé leur plaidoyer final le 6 mai 2020 et attendent maintenant la décision de l'arbitre.

Postes Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC) ont conclu, avant l'expiration de l'actuelle convention collective le 31 août 2020, une nouvelle convention collective d'une durée de quatre ans. La nouvelle convention a été ratifiée par un vote des membres le 8 mai 2020 et s'étend jusqu'au 31 août 2024.

Santé et sécurité

Au cours du premier trimestre de 2020, notre fréquence totale des blessures et notre fréquence des blessures entraînant une perte de temps ont diminué par rapport à celles du premier trimestre de 2019. Nous poursuivons nos efforts pour réduire encore davantage la fréquence des blessures et sommes déterminés à atteindre l'objectif « aucune blessure », car nous croyons que les blessures, maladies et incidents liés au travail peuvent tous être évités.

La COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur la vie de tous les Canadiens, y compris nos employés, nos clients et nos fournisseurs. Notre plan en cas de pandémie, qui a été conçu pour assurer la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens, est entré en vigueur en janvier 2020. Notre principale priorité demeure la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens en cette période difficile.

1.2 Points saillants financiers

Résultats sectoriels pour le premier trimestre

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Résultat avant impôt				
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(53)	39	(92)	*
Postes Canada	(66)	23	(89)	*
Purolator	10	12	(2)	(17,8)
Logistique	2	2	–	29,0
Autre	1	2	(1)	(44,0)

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

La perte avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada s'est chiffrée à 53 millions de dollars, soit un recul de 92 millions de dollars par rapport au résultat de la période correspondante de 2019. La perte avant impôt de 66 millions de dollars du secteur Postes Canada a été en partie contrebalancée par le résultat avant impôt de 10 millions de dollars de Purolator.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	% ¹
Courrier transactionnel	729	745	(16)	(0,6)
Colis	666	613	53	10,4
Marketing direct	230	256	(26)	(8,6)
Autre	54	58	(4)	(5,9)
Total	1 679	1 672	7	2,1

Au premier trimestre de 2020, les produits du secteur Postes Canada ont été supérieurs de 7 millions de dollars à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la croissance de 10,4 %¹ du secteur Colis, laquelle compense largement les reculs observés dans les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct.

Les produits du secteur Courrier transactionnel ont diminué de 16 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux du premier trimestre de 2019. Cette baisse était imputable à l'érosion continue, contrebalancée par la hausse tarifaire réglementée entrée en vigueur au début du premier trimestre pour les articles du service Poste-lettres du régime intérieur, pour les envois Poste aux lettres du régime international et pour les droits postaux de services spéciaux.

Les produits du secteur Colis se sont accrus de 53 millions de dollars au premier trimestre de 2020. Bien que les taux de croissance aient été supérieurs à ceux du premier trimestre de 2019, ils étaient inférieurs à ceux du premier trimestre de 2018 et sous les taux des tendances générales du cybercommerce sur le marché canadien très concurrentiel de la livraison pour le commerce électronique.

Les produits du secteur Marketing direct ont reculé de 26 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux de l'exercice précédent. L'érosion continue s'explique par l'adoption de solutions de rechange numériques. Vers la fin du trimestre, des campagnes publicitaires ont dû être retardées ou annulées en raison de la COVID-19; une tendance qui devrait se poursuivre au cours du deuxième trimestre.

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada, pour le premier trimestre de 2020, sont plus élevées de 93 millions de dollars que celles du T1 de 2019, surtout en raison de l'augmentation des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel, ainsi que des charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison attribuables à la croissance du secteur Colis et du réseau en 2020.

À la fin du trimestre, les répercussions de la COVID-19 sur le marché ont entraîné des pertes sur les placements et une hausse importante des taux d'actualisation utilisés pour évaluer la solvabilité du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime) et comptabiliser les réévaluations dans les autres éléments du résultat global. Le déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du Régime) s'est détérioré pour atteindre un montant estimatif de 5,9 milliards de dollars à la fin du premier trimestre par rapport au montant estimatif de 4,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice de 2019 en raison des pertes sur les placements partiellement contrebalancées par la hausse des taux d'actualisation. Aux fins comptables, des profits de réévaluation découlant de la hausse des taux d'actualisation, en partie contrebalancés par les pertes sur les placements, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, se chiffrant à 2 344 millions de dollars, après impôt. Des profits de réévaluation de 11 millions de dollars découlant de la hausse des taux d'actualisation ont également été comptabilisés dans la perte avant impôt au titre des régimes des autres avantages à long terme du Groupe d'entreprises.

Le 15 avril 2020, en raison des répercussions de la COVID-19 sur l'économie, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il adoptera une mesure d'allègement immédiate et temporaire pour les répondants de régimes de retraite à prestations définies sous réglementation fédérale. Cet allègement, qui prend la forme d'un moratoire, libère la Société de son obligation d'effectuer des paiements spéciaux de solvabilité estimés à 366 millions de dollars pour 2020. La volatilité du marché occasionnée par la COVID-19 pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2021 et les années suivantes.

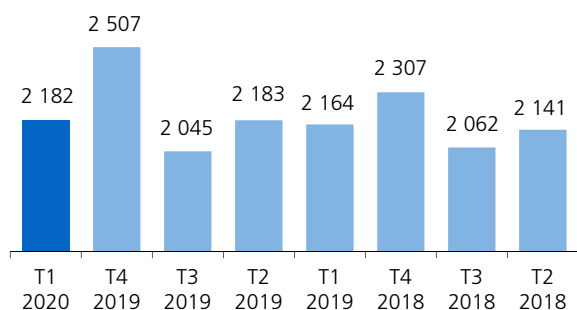
Alors que la situation liée à la COVID-19 ne cesse d'évoluer, le secteur Colis enregistre une croissance et les charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel de même que les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison ont augmenté. Au début du deuxième trimestre, les volumes du secteur Colis ont commencé à avoisiner les niveaux de périodes de pointe, les Canadiens procédant à plus d'achats en ligne. Parallèlement, l'érosion du secteur Courrier transactionnel s'est aggravée, alors que nombre d'entreprises se sont tournées vers les plateformes de communication en ligne. On a observé un déclin marqué du secteur Marketing direct, attribuable à la réduction du nombre de campagnes publicitaires et au report de celles-ci en raison des fermetures d'entreprises. L'incidence financière de la COVID-19 est inconnue étant donné toutes les incertitudes qu'elle engendre.

Groupe d'entreprises

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. La demande de services connaît habituellement un pic pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre, pour ensuite baisser dans les trimestres qui suivent. Toutefois, les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme.

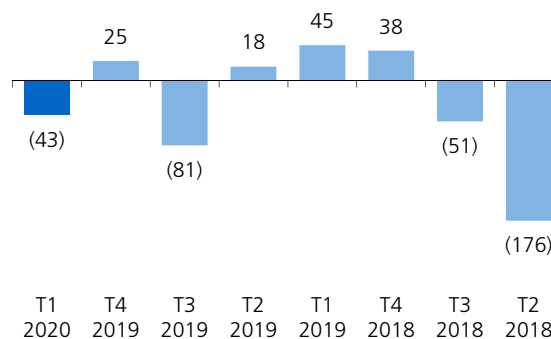
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



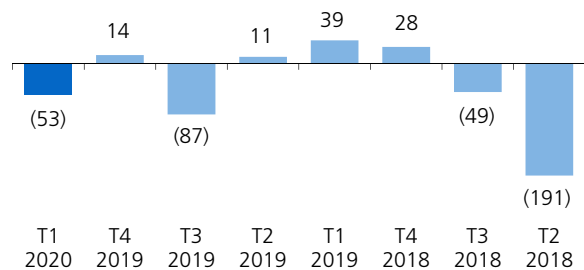
Résultat d'exploitation consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



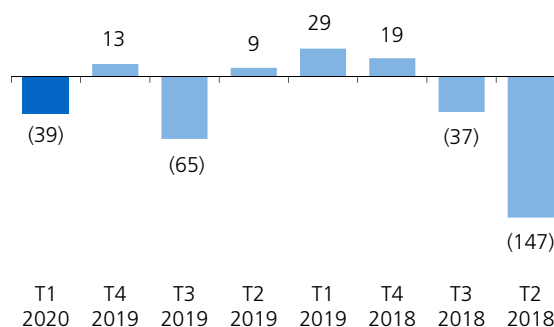
Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé de la Société pour le premier trimestre de 2020 par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

Premiers trimestres clos les

	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%	Explication
État consolidé du résultat global					Points saillants de la section 5 Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 182	2 164	18	2,5 ¹	L'écart s'explique par l'essor des secteurs Purolator et Logistique ainsi que par celui du secteur d'activité Colis du secteur Postes Canada, ce facteur ayant été contrebalancé par les reculs imputables à l'érosion continue des secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct du secteur Postes Canada.
Charges d'exploitation	2 225	2 119	106	6,7 ¹	L'écart découle de la croissance des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel des secteurs Postes Canada et Purolator ainsi que de celle des volumes du secteur d'activité Colis.
Résultat d'exploitation	(43)	45	(88)	*	L'écart est surtout imputable à la perte du secteur Postes Canada, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par le bénéfice inscrit par le secteur Purolator.
Résultat avant impôt	(53)	39	(92)	*	
Résultat net	(39)	29	(68)	*	
Résultat global	2 313	(766)	3 079	*	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui découlent de la hausse des taux d'actualisation, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par des pertes sur les placements.
État consolidé des flux de trésorerie					Points saillants de la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	144	117	27	22,6	L'écart découle principalement des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par la diminution de l'impôt payé.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(46)	(53)	7	12,9	L'écart provient surtout de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations dans les secteurs Postes Canada et Purolator, ce facteur ayant été en partie contrebalancé par le produit de la vente de titres découlant d'un excédent d'acquisitions du secteur Postes Canada.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(28)	(29)	1	4,1	Il n'y a aucun écart important.

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

2 Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de Postes Canada

Tout en tenant compte de l'empreinte écologique de nos opérations de livraison, nos initiatives stratégiques continuent à reposer sur quatre piliers : mobiliser nos employés, faire le bonheur de nos clients, réinventer notre modèle de vente au détail et tirer parti de la supériorité de notre réseau. Au cours du premier trimestre et au début du deuxième trimestre de 2020, nous avons continué à nous concentrer sur ces initiatives tout en examinant également nos risques et en ajustant notre stratégie en réponse à la COVID-19.

Notre principale priorité demeure la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens en cette période difficile. Nous avons lancé des campagnes publicitaires à la radio et dans les médias sociaux à l'échelle nationale afin d'informer le public des changements dans nos activités de livraison et de vente au détail, nous avons ajouté de la publicité sur nos véhicules pour renforcer notre message de distanciation physique et nous avons travaillé avec nos employés et les agents négociateurs pour garantir l'efficacité de nos messages. Nous avons apporté d'importants changements à notre mode de fonctionnement dans nos bureaux de poste, nos établissements et nos postes de facteurs ainsi qu'à notre mode de livraison. Par exemple :

- Les restrictions concernant les signatures et les remises en lieu sûr des colis ont été levées afin d'éliminer les contacts avec les clients à la porte et de réduire le nombre de colis dans les bureaux de poste.
- Les articles nécessitant une preuve d'âge sont maintenant transférés à un bureau de poste, ce qui élimine tout contact à la porte. Des barrières ont été installées et des mesures de distanciation physique ont été mises en place dans les bureaux de poste.
- Des mesures de distanciation physique ont été adoptées dans nos installations et nos établissements. Nous avons apporté des modifications aux horaires, à l'aménagement des espaces de travail et aux méthodes de travail afin de maintenir une distance d'au moins deux mètres entre les employés dans toutes les zones de travail.
- Des gants, du désinfectant pour les mains et des lingettes désinfectantes ont été distribués, la fréquence de nettoyage de nos installations a été augmentée et la désinfection des postes de travail a été mise en œuvre là où il le fallait.
- De l'équipement de protection individuelle, y compris des masques N95 approuvés par le National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH), a été utilisé pour les tâches soumises à des exigences préexistantes, telles que celles qui nécessitent de travailler avec des produits chimiques dangereux, tandis que les masques non médicaux ont été mis à la disposition des employés. Au deuxième trimestre, nous avons commencé à donner les stocks supplémentaires de masques N95 au gouvernement fédéral.
- Des changements ont été apportés dans les bureaux de poste. Nous avons notamment réduit les heures d'ouverture et ajouté des produits désinfectants et des panneaux de protection, nous avons conservé les articles de livraison plus longtemps, nous avons mis en place des mesures de distanciation physique et nous avons encouragé les transactions sans papier.
- Des nouvelles concernant la COVID-19 ont été transmises régulièrement aux employés.
- Les déplacements à l'étranger ont été interdits et tous les déplacements à l'échelle nationale, sauf ceux qui sont essentiels, ont été reportés.
- Des congés spéciaux ont été mis en place pour les employés devant prendre soin de leurs enfants et de personnes âgées, devant être placés en quarantaine ou considérés comme étant à risque élevé. De plus, les employés pouvaient demander l'annulation de leurs vacances.

Nous continuerons d'évaluer les répercussions de la COVID-19 sur nos activités, lesquelles dépendront des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Agence de santé publique du Canada, qui a été chargée par le gouvernement du Canada de la réponse à la COVID-19.

Bien que l'étendue réelle reste à déterminer, la COVID-19 devrait avoir des répercussions importantes sur la société et l'économie canadiennes. Par suite des mesures sanitaires, les Canadiens se tournent davantage vers Internet pour travailler, communiquer et magasiner. Par conséquent, d'importants changements sur le plan des habitudes d'achat des consommateurs canadiens ainsi qu'une accélération de l'économie numérique devraient s'ensuivre. Même après la levée de ces mesures de santé publique, certains changements dans le comportement des consommateurs devraient demeurer en place. On s'attend à des répercussions importantes sur l'économie canadienne, notamment des perturbations de la production et de la chaîne d'approvisionnement, une indisponibilité de la main-d'œuvre, des fermetures temporaires ou permanentes d'entreprises, des retards dans les investissements économiques et une volatilité financière accrue, car des secteurs entiers interrompent leurs activités pour faire face à la COVID-19. Une fois que les mesures de santé publique seront levées, le paysage des communications, de la publicité et du commerce de détail au Canada pourrait être considérablement modifié.

Notre principale stratégie consiste toujours à appuyer, à renforcer et à maximiser le rôle que nous jouons à l'ère du numérique et du cybercommerce, tout en soutenant nos services de livraison physique et de courrier sur lesquels comptent nos clients. Notre rôle consiste à être la force inébranlable qui relie la population et les entreprises canadiennes pour permettre l'émergence d'un Canada plus fort.

Pour obtenir des renseignements sur les risques auxquels Postes Canada est exposée en lien avec la COVID-19, se reporter à la section 8 Risques et gestion des risques.

3 Facteurs de rendement clés

Examen de nos principales réalisations en 2020

Les fiches de pointage du rendement servant à évaluer les progrès par rapport aux priorités stratégiques sont transmises mensuellement à la haute direction du secteur Postes Canada. Même si les résultats de 2020 en matière de rendement seront communiqués dans le Rapport de gestion annuel de 2020, nos progrès accomplis au cours du premier trimestre dans la réalisation de nos projets de 2020 sont décrits sommairement ci-dessous.

Mobiliser nos employés

Devenir l'employeur qui suscite l'engagement d'une main-d'œuvre fiable, digne de confiance, en sécurité et appréciée de la population qu'elle dessert avec fierté.

Réduction de 31 % de la fréquence totale des blessures et de 38 % de la fréquence des blessures entraînant une perte de temps par rapport au T1 de 2019.

En janvier, Postes Canada et les membres de l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) ont ratifié une nouvelle convention collective de cinq ans. La convention collective est rétroactive au 1^{er} janvier 2019.

Le 14 avril 2020, Postes Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC) ont conclu un accord de principe visant une convention collective d'une période de quatre ans avant l'expiration de l'actuelle convention collective le 31 août 2020. La nouvelle convention collective a été ratifiée le 8 mai 2020.

Le 30 janvier 2020, lancement du Comité pour l'équité, la diversité et l'inclusion de Postes Canada, lequel comprend des membres des quatre syndicats ainsi que des membres de l'équipe de direction de Postes Canada et peut compter sur le soutien du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion. Le Comité a accepté de se servir de la méthode du Centre canadien pour la diversité et l'inclusion afin de concevoir conjointement une stratégie sur cinq ans. Les réunions régulières du Comité se poursuivront au fur et à mesure que la stratégie est mise en place.

Réduction de 17 % du nombre de griefs déposés, alors qu'un nombre légèrement inférieur de griefs ont été résolus, au cours du premier trimestre de 2020 par rapport à la période correspondante de 2019. La situation entourant la COVID-19 peut avoir influé sur le nombre de griefs déposés.

Élaboration d'une ligne directrice pour les mesures spéciales temporaires afin de remédier à la sous-représentation actuelle des Autochtones et des personnes handicapées. Cette ligne directrice a été revue par la Commission canadienne des droits de la personne. Elle permet à Postes Canada d'éliminer les obstacles à l'emploi et l'importante sous-représentation des groupes désignés au sein de la main-d'œuvre à l'aide de mesures positives temporaires. Grâce à l'adoption de cette ligne directrice, Postes Canada pourra temporairement accorder la priorité au recrutement d'Autochtones et de personnes handicapées dans le cadre de possibilités d'emploi dans des domaines fortement sous-représentés.

Établissement des indicateurs de base et des objectifs régionaux, et intégration de ces données aux tableaux de bord des équipes de recrutement clés pour remédier à la sous-représentation des Autochtones et des personnes handicapées.

Augmentation du taux d'embauche d'Autochtones pour atteindre 4,7 % (une amélioration de 11,9 %), et augmentation du taux d'embauche des personnes handicapées pour atteindre 6,8 % (une amélioration de 4,6 %) par rapport à la même période de 2019.

Faire le bonheur de nos clients

Créer l'expérience de livraison la plus sûre, pratique et souple pour répondre aux besoins croissants et en évolution des Canadiens afin de demeurer leur entreprise de livraison de choix.

Installation de 1 375 armoires à colis intérieures et exploration d'autres solutions pour les livraisons dans les armoires à colis.

Mise en œuvre de changements dans nos activités pour appuyer le gouvernement du Canada, les employés, les entreprises et les Canadiens en réponse à la COVID-19.

Les tests d'échantillonnage donnent un taux de 78 % de l'accessibilité numérique dans l'ensemble des produits, ce qui surpasse l'objectif de notre tableau de bord qui était de 70 % pour 2020.

Postes Canada a reçu près de 500 nouvelles demandes visant les mesures d'adaptation à la suite de la promotion de son Programme de mesures d'adaptation pour la livraison à la fin de 2019.

Réinventer notre modèle de vente au détail

Renforcer le réseau de vente au détail pour maintenir une forte présence au sein de la population, procurant ainsi à tous les Canadiens un accès à des produits et services importants et un endroit sûr pour recevoir leurs articles, et aux entreprises locales un carrefour leur permettant de joindre leurs clients.

Sondage auprès de Canadiens vivant en milieu rural pour savoir quels services seraient importants pour eux dans un établissement de type « carrefour communautaire » (c'est-à-dire soins de santé, services juridiques, gouvernement). L'examen des résultats du sondage et de l'étude du marché sera effectué au deuxième trimestre.

Classement par ordre de priorité et détermination des projets d'accessibilité à réaliser en 2020 dans le cadre de notre feuille de route d'accessibilité visant nos installations de vente au détail.

Achèvement du procédé d'approvisionnement pour les nouveaux systèmes pour point de service de vente au détail intégral.

Déploiement d'enveloppes matelassées prépayées et d'enveloppes en polyéthylène avec une augmentation du contenu recyclé de 23 %, contre 15 %, à la suite d'un projet pilote réussi.

Tirer parti de la supériorité de notre réseau

Exploiter et assouplir notre réseau national de livraison postale inégalé afin de mieux répondre aux demandes croissantes de tous les Canadiens en matière de livraison.

Progrès des programmes liés à la capacité de traitement des colis et des paquets à Moncton, à Montréal et à Kitchener grâce à l'installation d'équipements et de systèmes. Retard gérable prévu dans le calendrier des nombreux projets en raison des restrictions de déplacement et de construction liées à la COVID-19.

Approbation des plans pour une nouvelle installation de livraison dans l'est de Montréal et à Toronto afin d'augmenter l'espace pour les colis et les nouvelles adresses.

Établissement des exigences opérationnelles pour l'acquisition et l'installation de nouveaux équipements et systèmes pour les bureaux d'échange à Toronto et à Montréal en collaboration avec l'Agence des services frontaliers du Canada.

Réalisation de tests de drones en milieu rural et en région éloignée en collaboration avec plusieurs parties prenantes externes.

Réalisation de tests d'un véhicule à guidage automatique pour application à la manutention de matériel.

Écologisation du réseau de Postes Canada

Élaboration d'un plan d'action environnemental sur trois ans visant l'écologisation du réseau de Postes Canada en collaboration avec nos agents négociateurs. Les investissements pour la mise en œuvre en 2020 ont été approuvés au T1 de 2020, et les travaux sont en cours. Le plan d'action environnemental pour 2020-2022 devrait être publié plus tard cette année, sous réserve de la situation entourant la COVID-19.

Acquisition de 40 véhicules de livraison légers à moteur hybride, ce qui porte le total à plus de 400 véhicules.

Nouvellement membre de la Sustainable Packaging Coalition afin de stimuler collectivement les progrès vers des objectifs communs en matière d'emballages durables.

4 Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

4.1 Nos employés

Une mise à jour des activités en matière de santé et de sécurité et de négociation collective par secteur en cours en 2020 est présentée ci-après.

Santé et sécurité

Secteur Postes Canada

En 2020, les priorités en matière de sécurité comprennent le leadership, le changement de mentalité, l'exécution efficace, la santé et le bien-être, et la sécurité routière. Nous continuons à nous concentrer sur les problèmes relevés dans les emplacements où nous enregistrons un nombre élevé de blessures. Selon nos indicateurs, la fréquence totale des blessures et la fréquence des blessures entraînant une perte de temps ont diminué respectivement de 31 % et 38 % par rapport à celles du premier trimestre de 2019.

Tout au long des mois de janvier et de février 2020, nous avons conçu des évaluations axées sur le leadership pour mesurer les indicateurs et mis en place des plans d'action en matière de sécurité. Nous avons actualisé nos règles de sécurité existantes, y compris le cadre de gestion des conséquences à l'échelle nationale, dont le lancement est prévu au cours du deuxième trimestre. Pour répondre à la croissance de la violence en milieu de travail, nous nous sommes penchés sur l'amélioration des procédés entourant les éléments déclencheurs de violence et avons élaboré une nouvelle campagne de communication ciblant la violence au travail provenant d'un tiers, qui sera axée sur la prévention, la réduction et le soutien. Ces initiatives ont été reportées en raison des mesures prises en mars 2020 pour lutter contre la COVID-19. Le projet pilote « Ça va pas aujourd'hui » associé à notre programme sur la santé mentale et lancé au cours des premiers mois de 2020 a été suspendu dans diverses installations, mais se poursuit auprès des groupes du siège social.

Notre principale priorité demeure la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens en cette période difficile. Nous continuons à suivre les directives de l'Agence de santé publique du Canada, qui a été chargée par le gouvernement du Canada de la réponse à la COVID-19. Au cours du premier trimestre de 2020 et au début du deuxième trimestre, nous avons donc adopté de nouvelles mesures de santé et de sécurité (section 2 Activités de base et stratégie).

Relations du travail

Secteur Postes Canada

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2018 et le 31 décembre 2017. L'arbitrage s'est poursuivi tout au long du premier trimestre de 2020. Les parties ont terminé la présentation de leurs dossiers respectifs, et les plaidoyers finaux ont eu lieu le 6 mai 2020. Les parties attendent maintenant la décision de l'arbitre. L'arbitre a indiqué que sa décision sera annoncée d'ici au 30 juin 2020, date à laquelle son mandat se termine en vertu de la loi sur le retour au travail de 2018.

En 2019, Postes Canada et le STTP ont mis en œuvre les principaux éléments de la décision de l'arbitre relative à l'équité salariale de mai 2018, ainsi que les ajustements rétroactifs au 1^{er} janvier 2016. Quelques questions demeurent en suspens, et une question non résolue dans la décision initiale a été renvoyée au processus d'arbitrage exécutoire par le Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes. Les solutions pour les autres questions font toujours l'objet de discussions.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

Après avoir entamé des pourparlers en janvier 2020, Postes Canada et l'AFPC/SEPC ont conclu le 14 avril un accord de principe visant une convention collective d'une période de quatre ans, bien avant l'expiration de l'actuelle convention collective le 31 août 2020. La convention, ratifiée le 8 mai 2020, s'étend jusqu'au 31 août 2024. L'AFPC/SEPC représente deux groupes d'employés : les employés de la catégorie administrative, y compris ceux affectés aux centres d'appels, au travail de bureau, au service de la paie et à la production, au contrôle et à la production de rapports, ainsi que les employés de la catégorie technique affectés à des secteurs comme les finances et l'ingénierie.

À la suite de l'entente par arbitrage conclue entre l'AFPC, l'Association des officiers des postes du Canada (l'AOPC) et Postes Canada relativement au dépôt par l'AFPC d'une demande auprès du Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) pour qu'il détermine si certains postes auraient dû faire partie de son unité de négociation, les parties ont poursuivi leur évaluation conjointe des emplois en cause. Le règlement prévoit l'arbitrage exécutoire si les parties ne parviennent pas à un consensus. L'AFPC a soumis nombre des postes en cause au processus d'arbitrage. L'AFPC a retiré sa demande auprès du CCRI.

4.2 Contrôles et procédures internes

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière

Aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de l'information financière à fournir n'a été apporté au cours du premier trimestre de 2020.

5 Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre rendement financier

5.1 Résumé des résultats trimestriels

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes, qui est la période de pointe. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme. Par ailleurs, des jours ouvrables (jours commerciaux) de plus ont pour effet d'accroître les produits, tandis que plus de journées payées augmentent les charges d'exploitation. Le premier trimestre de 2020 comptait un jour ouvrable et une journée payée de moins que le premier trimestre de 2019, sauf pour le secteur Logistique, lequel comptait un jour ouvrable et une journée payée de plus que le premier trimestre de 2019.

(en millions de dollars)	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018
Produits d'exploitation	2 182	2 507	2 045	2 183	2 164	2 307	2 062	2 141
Charges d'exploitation	2 225	2 482	2 126	2 165	2 119	2 269	2 113	2 317
Résultat d'exploitation	(43)	25	(81)	18	45	38	(51)	(176)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	(11)	(6)	(7)	(6)	(10)	2	(15)
Résultat avant impôt	(53)	14	(87)	11	39	28	(49)	(191)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(14)	1	(22)	2	10	9	(12)	(44)
Résultat net	(39)	13	(65)	9	29	19	(37)	(147)

5.2 Résultats d'exploitation consolidés

Résultats consolidés du premier trimestre

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Produits d'exploitation	2 182	2 164	18	2,5 ¹
Charges d'exploitation	2 225	2 119	106	6,7 ¹
Résultat d'exploitation	(43)	45	(88)	*
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	(6)	(4)	(72,6)
Résultat avant impôt	(53)	39	(92)	*
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(14)	10	(24)	*
Résultat net	(39)	29	(68)	*
Autres éléments du résultat global	2 352	(795)	3 147	*
Résultat global	2 313	(766)	3 079	*

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré une perte avant impôt de 53 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020 comparativement à un résultat avant impôt de 39 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019. Cette baisse de 92 millions de dollars est principalement attribuable à une perte de 66 millions de dollars dans le secteur Postes Canada, par rapport à un résultat avant impôt de 23 millions de dollars au T1 de 2019.

Produits d'exploitation consolidés

Les produits d'exploitation ont augmenté de 18 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux du T1 de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des secteurs Postes Canada et Purolator a été en partie contrebalancée par un recul dans le secteur Logistique.

Charges d'exploitation consolidées

Les charges d'exploitation ont augmenté de 106 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à celles de la période correspondante de 2019. L'augmentation des coûts, qui découle de l'accroissement des volumes dans les secteurs Postes Canada et Purolator, a été partiellement contrebalancée par la baisse des charges dans le secteur Logistique.

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat consolidé

En comparaison du T1 de 2019, la charge d'impôt sur le résultat consolidé a diminué de 24 millions de dollars au premier trimestre de 2020 en raison de la baisse du résultat avant impôt.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se chiffrent à 2 352 millions de dollars au premier trimestre. Ils correspondent essentiellement à des profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi découlant de la hausse des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par des pertes sur les placements.

5.3 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Postes Canada	(66)	23	(89)	*
Purolator	10	12	(2)	(17,8)
Logistique	2	2	–	29,0
Autre	1	2	(1)	(44,0)
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(53)	39	(92)	*

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

5.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada a comptabilisé une perte avant impôt de 66 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à un résultat avant impôt de 23 millions de dollars au premier trimestre de 2019, en raison de la hausse des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel, en partie contrebalancée par la croissance des volumes du secteur Colis.

Résultats de Postes Canada pour le premier trimestre

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Produits d'exploitation	1 679	1 672	7	2,1 ¹
Charges d'exploitation	1 739	1 646	93	7,3 ¹
Résultat d'exploitation	(60)	26	(86)	*
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(6)	(3)	(3)	(127,3)
Résultat avant impôt	(66)	23	(89)	*
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(16)	6	(22)	*
Résultat net	(50)	17	(67)	*

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation du secteur Postes Canada ont augmenté de 7 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux de la période correspondante de 2019. La croissance du secteur Colis a largement contrebalancé l'érosion du courrier.

Produits et volumes par secteur d'activité pour le premier trimestre

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	% ¹	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	% ¹
Courrier transactionnel								
Poste-lettres du régime intérieur	679	701	(22)	(1,6)	716	744	(28)	(2,2)
Poste aux lettres de départ	24	27	(3)	(6,8)	12	13	(1)	(5,9)
Poste aux lettres d'arrivée	26	17	9	51,6	22	23	(1)	(0,9)
Total – Courrier transactionnel	729	745	(16)	(0,6)	750	780	(30)	(2,2)
Colis								
Colis du régime intérieur	505	466	39	10,0	53	51	2	6,3
Colis de départ	62	58	4	10,1	3	2	1	8,2
Colis d'arrivée	94	84	10	13,8	19	18	1	5,2
Autres	5	5	–	0,2	–	–	–	–
Total – Colis	666	613	53	10,4	75	71	4	6,1
Marketing direct								
Courrier personnalisé ^{MC}	109	123	(14)	(9,4)	195	222	(27)	(10,8)
Courrier de quartier ^{MC}	80	90	(10)	(9,5)	681	775	(94)	(10,6)
Total – Marketing Intelliposte^{MC}	189	213	(24)	(9,5)	876	997	(121)	(10,7)
Poste-publications ^{MC}	33	35	(2)	(4,9)	47	51	(4)	(8,1)
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	5	5	–	(4,6)	3	4	(1)	(10,3)
Autres	3	3	–	2,4	–	–	–	–
Total – Marketing direct	230	256	(26)	(8,6)	926	1 052	(126)	(10,5)
Autres produits	54	58	(4)	(5,9)	–	–	–	–
Total	1 679	1 672	7	2,1	1 751	1 903	(152)	(6,5)

Courrier transactionnel

Le déclin des produits et des volumes, bien que moins important qu'aux trimestres précédents, est principalement attribuable à l'érosion continue que cause l'adoption de solutions de rechange numériques par les ménages et les entreprises. Cette érosion a été en partie atténuée par la hausse des tarifs postaux réglementés pour les envois du service Poste-lettres™, pour les envois Poste aux lettres du régime international et pour les droits postaux de services spéciaux, et des produits tirés d'autres services non liés au volume. L'incidence de la COVID-19 a été minime au cours du premier trimestre, mais est susceptible de s'aggraver au deuxième trimestre.

Colis

Au premier trimestre de 2020, le taux de croissance du secteur Colis a été supérieur à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais est demeuré inférieur à celui du premier trimestre de 2018. La croissance des colis du régime intérieur liés au commerce électronique s'est poursuivie, en partie contrebalancée par la recherche continue de meilleurs tarifs et les pressions concurrentielles. L'incidence de la COVID-19 a été minime au cours du premier trimestre.

Marketing direct

Le déclin des produits et des volumes du secteur Marketing direct a été plus marqué qu'au premier trimestre de 2019, alors que les dépenses de marketing ont commencé à diminuer. Cette tendance s'est accentuée vers la fin du premier trimestre et est susceptible de s'aggraver au deuxième trimestre en raison de la COVID-19.

Autres produits

Pour le premier trimestre de 2020, les autres produits sont inférieurs à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, surtout en raison d'une diminution des produits et services aux consommateurs, ce facteur ayant été en partie compensé par les profits de change.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont augmenté de 93 millions de dollars au premier trimestre par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel découlant de la hausse des taux d'actualisation et de celles des charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison engendrées par la croissance du secteur Colis. Vers la fin du trimestre, des charges supplémentaires ont été engagées en raison des congés spéciaux accordés aux employés étant donné la COVID-19.

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	% ¹
Main-d'œuvre	853	816	37	6,1
Avantages du personnel	353	325	28	10,3
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 206	1 141	65	7,3
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	273	256	17	8,5
Immobilier, installations et entretien	54	54	–	3,6
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	128	119	9	8,8
Total des autres charges d'exploitation	455	429	26	8,0
Amortissement	78	76	2	4,3
Total	1 739	1 646	93	7,3

Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 37 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à celles du premier trimestre de 2019, essentiellement en raison de l'augmentation des charges liées à la main-d'œuvre attribuable aux volumes du secteur Colis, à la croissance du réseau et à l'inflation.

Avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel se sont accrues de 28 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à celles du T1 de 2019. L'un des facteurs de cette augmentation a été la baisse du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le coût au titre des prestations de retraite n'ayant aucun effet sur la trésorerie en 2020, par rapport à 2019. La baisse des intérêts sur les actifs réservés en 2020, découlant des profits réalisés au T1 de 2019, a été un autre facteur. Ces deux facteurs ont été contrebalancés par une baisse du coût des autres avantages à long terme n'ayant aucun effet sur la trésorerie en 2020, laquelle est en grande partie attribuable à la réévaluation de ces régimes à un taux d'actualisation plus élevé au T1 de 2020.

Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont augmenté de 17 millions de dollars par rapport à celles du premier trimestre de 2019, en raison surtout de la hausse des charges liées au transport, à l'entretien des véhicules et aux coûts de réparation et d'entretien découlant de l'accroissement des volumes du secteur Colis et de la croissance du réseau.

Immobilier, installations et entretien

Les charges liées aux installations n'ont pas changé dans l'ensemble au premier trimestre de 2020 par rapport à celles de la période correspondante de 2019.

Frais de vente, frais administratifs et autres coûts

Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 9 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par des charges plus élevées associées aux programmes et à l'achat de matériel pour assurer la santé et la sécurité dans le contexte de la COVID-19.

Amortissement

Les charges d'amortissement ont augmenté de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à celles du T1 de 2019 en raison des investissements plus élevés consacrés à la capacité des infrastructures.

5.5 Secteur Purolator

Pour le premier trimestre de 2020, le résultat avant impôt du secteur Purolator a légèrement diminué de 2 millions de dollars, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'exploitation du premier trimestre de 2020 ont augmenté de 16 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de 2019. Cette hausse s'explique principalement par l'accroissement des volumes provenant des expéditions transfrontalières et l'accroissement des volumes provenant des clients actuels ainsi que des nouveaux clients dans le segment entreprise à consommateur.

Résultats du secteur Purolator pour le premier trimestre

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Produits d'exploitation	457	441	16	5,1 ¹
Charges d'exploitation	444	426	(18)	5,7 ¹
Résultat d'exploitation	13	15	(2)	(11,7)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(3)	(3)	–	(15,4)
Résultat avant impôt	10	12	(2)	(17,8)
Charge d'impôt sur le résultat	2	3	1	48,5
Résultat net	8	9	(1)	(5,9)

Les mesures visant à contrer la propagation de la COVID-19, qui ont débuté à la mi-mars, ont eu une incidence importante sur les volumes dans le segment entreprise à entreprise, en grande partie en raison de la fermeture des entreprises non essentielles à l'échelle du pays. Toutefois, ces répercussions ont été largement compensées par l'importante croissance des volumes liés au cybercommerce, les consommateurs étant contraints de faire leurs achats en ligne. Au T1 de 2020, les hausses salariales annuelles et l'essor des activités ont fait augmenter les charges liées à la main-d'œuvre de 10 millions de dollars comparativement à celles de 2019. Les charges non liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'essor des activités et à des charges d'exploitation supplémentaires engagées dans le contexte de la COVID-19.

5.6 Secteur Logistique

Pour le premier trimestre de 2020, le résultat avant impôt du secteur Logistique a augmenté de plus de 29 %, comparativement à celui de 2019. Les produits d'exploitation et les charges d'exploitation ont diminué respectivement de 4 millions de dollars et de 5 millions de dollars au premier trimestre de 2020 par rapport à ceux de 2019, surtout en raison de l'attrition de la clientèle et de la baisse de volumes de certains clients.

Résultats du secteur Logistique pour le premier trimestre

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les			
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart	%
Produits d'exploitation	76	80	(4)	(7,1) ¹
Charges d'exploitation	73	78	(5)	(8,1) ¹
Résultat d'exploitation	3	2	1	36,2
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(1)	–	(1)	(58,3)
Résultat avant impôt	2	2	–	29,0
Charge d'impôt sur le résultat	1	1	–	76,0
Résultat net	1	1	–	28,1

La COVID-19 a eu des répercussions sur les économies canadienne et mondiale, notamment sur nos activités au cours du premier trimestre de 2020, et continuera d'en avoir dans l'avenir. La majorité des clients de SCI ont été désignés par les gouvernements provinciaux comme des entreprises qui fournissent des services essentiels. L'incidence sur les activités de SCI diffère selon le client.

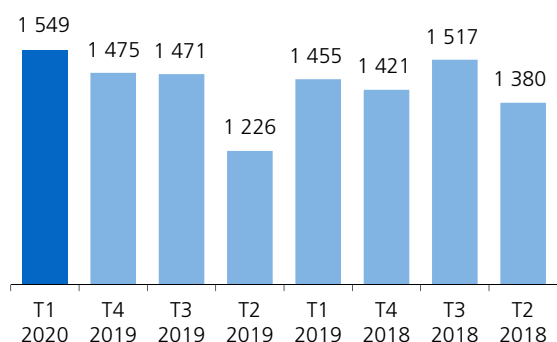
Bien que SCI continue à répondre aux besoins de sa clientèle en termes de chaîne d'approvisionnement, selon le segment de marché, ses volumes ont subi des effets positifs ou négatifs. Au premier trimestre, l'incidence n'a pas été importante. Toutefois, l'incidence sur les produits et les charges devrait être importante au deuxième trimestre et pour le reste de l'année. Les clients de la vente au détail, les chaînes d'approvisionnement et les activités de transport de SCI continueront à subir les conséquences de l'évolution de la demande des clients, des variations de la conjoncture économique découlant de la fermeture temporaire des entreprises et de la hausse des coûts engagés pour assurer la sécurité des activités dans ce nouveau contexte. La direction de SCI fait un suivi étroit de la situation et a mis en œuvre des plans visant à atténuer l'incidence potentielle sur le résultat qui tiennent compte du risque accru associé aux comptes clients. La direction de SCI s'efforce également d'assurer la santé et la sécurité des membres de son équipe, tout en veillant au maintien de la chaîne d'approvisionnement de la clientèle.

6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises disposait de 1 549 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 28 mars 2020. L'augmentation de 74 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2019 s'explique par les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, découlant surtout du fait que les charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme ont été supérieures aux prestations versées, ce qui a été contrebalancé en partie par l'acquisition d'immobilisations et les remboursements sur les obligations locatives.

6.2 Activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les		
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	144	117	27

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour le premier trimestre de 2020 ont augmenté de 27 millions de dollars par rapport à celles de la même période de 2019. La variation positive des flux de trésorerie en 2020 s'explique essentiellement par la baisse des paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et la diminution de l'impôt payé, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par les pertes nettes au cours du trimestre.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les		
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(46)	(53)	7

Pour le premier trimestre de 2020, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont améliorées de 7 millions de dollars par rapport à celles de la même période de 2019, principalement en raison des autres activités d'investissement, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des acquisitions d'immobilisations et la baisse du produit net tiré de la vente de titres dans le secteur Postes Canada.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les		
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart
Postes Canada	61	56	5
Purolator	23	13	10
Logistique	2	7	(5)
Innovaposte et éléments intersectoriels	–	–	–
Groupe d'entreprises de Postes Canada	86	76	10

Au premier trimestre, les acquisitions d'immobilisations par le Groupe d'entreprises ont augmenté de 10 millions de dollars, en raison surtout des dépenses plus élevées qu'ont consacrées les secteurs Postes Canada et Purolator à la capacité des infrastructures, en partie contrebalancées par la baisse des acquisitions dans le secteur Logistique.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Premiers trimestres clos les		
	28 mars 2020	30 mars 2019	Écart
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(28)	(29)	1

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement du premier trimestre de 2020 sont demeurées essentiellement les mêmes par rapport à celles du trimestre correspondant de 2019.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Le 15 avril 2020, en raison des répercussions de la COVID-19, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il adoptera une mesure d'allègement immédiate et temporaire pour les répondants de régimes de retraite à prestations définies sous réglementation fédérale. Cet allègement, qui prend la forme d'un moratoire, libère la Société de son obligation d'effectuer des paiements spéciaux de solvabilité estimés à 366 millions de dollars pour 2020.

La COVID-19 et la volatilité du marché des taux d'actualisation fondés sur le marché et des rendements des actifs du régime de retraite qui en découle pourraient avoir une incidence importante sur le déficit de notre régime de retraite en 2020 et sur les paiements de solvabilité pour 2021 et les années suivantes. À la fin du premier trimestre, les rendements sur les placements et les taux d'actualisation utilisés pour évaluer la situation de solvabilité et l'obligation de comptabilisation du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime) ont subi l'incidence de la COVID-19. Le déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du Régime) du Régime s'est creusé pour atteindre un montant estimatif de 5,9 milliards de dollars en raison des pertes de placement, contrebalancées en partie par une hausse des taux d'actualisation par rapport au montant estimatif de 4,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019. Selon la méthode comptable, des profits de réévaluation de 1 851 millions de dollars au titre du Régime, après impôt, découlant de la hausse des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les pertes de placement, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le premier trimestre de 2020.

Aux premiers trimestres de 2020 et de 2019, les cotisations pour services rendus s'élèvent à 59 millions de dollars et à 68 millions de dollars, respectivement.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Liquidités

Le secteur Postes Canada disposait de 2 301 millions de dollars en placements liquides non affectés au 28 mars 2020 et de 100 millions de dollars en marges de crédit.

En raison de la mesure d'allègement offerte aux répondants de régimes de retraite à prestations définies sous réglementation fédérale, Postes Canada ne sera pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux de solvabilité en 2020. De son avis, la Société a des liquidités et une capacité d'emprunt autorisée suffisantes pour couvrir ses activités pour au moins les 12 prochains mois.

Les filiales de la Société disposent d'un total de 321 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 121 millions de dollars au 28 mars 2020, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

Au 28 mars 2020, les emprunts du secteur Postes Canada se chiffraient à 997 millions de dollars. La section 6.6 Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2019 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 28 mars 2020 et le 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

ACTIF	28 mars 2020	31 déc. 2019	Écart	%	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 549	1 475	74	5,0	Consulter la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	1 073	1 077	(4)	(0,3)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Clients et autres débiteurs	958	1 011	(53)	(5,3)	L'écart s'explique principalement par la diminution des créances clients dans l'ensemble des secteurs, ce facteur ayant été contrebalancé en partie par l'augmentation des créances liées aux règlements internationaux du secteur Postes Canada.
Autres actifs	199	171	28	16,1	L'écart est principalement attribuable à la hausse du solde d'impôt à recevoir du secteur Postes Canada ainsi que des charges payées d'avance, surtout dans les secteurs Purolator et Autre.
Total des actifs courants	3 779	3 734	45	1,2	
Titres négociables	136	171	(35)	(20,3)	L'écart est attribuable à la venue à échéance d'obligations de sociétés.
Immobilisations corporelles	2 938	2 942	(4)	(0,1)	Il n'y a aucun écart important.
Immobilisations incorporelles	135	124	11	8,9	L'écart est dû surtout aux acquisitions réalisées par les secteurs Logistique et Autre.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 185	1 113	72	6,5	L'écart est principalement dû au fait que les acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) ont dépassé l'amortissement dans les secteurs Postes Canada, Purolator et Logistique.
Titres réservés	525	514	11	2,2	L'écart est principalement attribuable aux profits latents comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	99	75	24	31,3	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation qui découlent d'une hausse des taux d'actualisation en partie contrebalancée par des pertes sur les placements.
Actifs d'impôt différé	895	1 659	(764)	(46,1)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des différences temporaires liées aux profits de réévaluation pour le Régime de pension et autres avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Goodwill	130	130	–	–	Il n'y a aucun écart.
Autres actifs	68	65	3	3,7	Il n'y a aucun écart important.
Total des actifs non courants	6 111	6 793	(682)	(10,1)	
Total des actifs	9 890	10 527	(637)	(6,1)	

(en millions de dollars)

PASSIF	28 mars 2020	31 déc. 2019	Écart	%	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	608	676	(68)	(10,0)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des créances clients, des taxes de vente à payer et des intérêts à payer sur les obligations à long terme dans le secteur Postes Canada.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	875	839	36	4,2	L'écart s'explique principalement par l'augmentation des salaires à payer, en partie contrebalancée par la diminution des avantages à payer dans le secteur Postes Canada.
Provisions	55	55	–	(0,4)	Il n'y a aucun écart important.
Produits reportés	139	152	(13)	(8,3)	L'écart est principalement attribuable à la diminution des produits différés au titre des timbres-poste, des autres produits différés au titre des colis et des produits tirés des services de réexpédition dans le secteur Postes Canada.
Obligations locatives	117	116	1	0,9	Il n'y a aucun écart important.
Passif au titre des autres avantages à long terme	63	63	–	–	Il n'y a aucun écart.
Total des passifs courants	1 857	1 901	(44)	(2,3)	
Obligations locatives	1 254	1 183	71	6,0	L'écart est principalement imputable aux acquisitions (nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location) des secteurs Postes Canada, Purolator et Logistique, après paiements au titre de la location.
Prêts et emprunts	997	997	–	–	Il n'y a aucun écart.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 523	6 498	(2 975)	(45,8)	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation qui découlent d'une hausse des taux d'actualisation en partie contrebalancée par des pertes sur les placements.
Autres passifs	18	20	(2)	(4,1)	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs non courants	5 792	8 698	(2 906)	(33,4)	
Total des passifs	7 649	10 599	(2 950)	(27,8)	
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	Il n'y a aucun écart.
Cumul des autres éléments du résultat global	72	64	8	13,4	L'écart s'explique principalement par les profits latents sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	977	(1 326)	2 303	*	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation du secteur Postes Canada qui découlent d'une hausse des taux d'actualisation en partie contrebalancée par des pertes sur les placements.
Capitaux du Canada	2 204	(107)	2 311	*	
Participations ne donnant pas le contrôle	37	35	2	5,8	
Total des capitaux propres	2 241	(72)	2 313	*	
Total des passifs et des capitaux propres	9 890	10 527	(637)	(6,1)	

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

8 Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse en matière de gestion du risque d'entreprise. Lorsque cela convenait, Postes Canada a constitué des provisions relativement à certaines des réclamations suivantes. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré pandémie l'écllosion mondiale de la COVID-19, laquelle a posé bon nombre de défis pour Postes Canada. Même si nous gérons ces défis sur le plan opérationnel par la mise en œuvre de nouvelles mesures pour assurer la santé et la sécurité des employés dans nos bureaux de poste, nos établissements, nos postes de facteurs et la façon dont nous effectuons les livraisons, il se peut que Postes Canada soit exposée à des risques à long terme en aval, étant donné que la COVID-19 devrait avoir une incidence importante sur l'économie canadienne. L'incidence à long terme demeure très incertaine à l'heure actuelle. Pendant cette période, notre principale priorité demeure la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens.

L'incidence de la COVID-19 sur les activités de Postes Canada n'a été ressentie qu'à la fin du premier trimestre, mais l'avenir pourrait inclure les conséquences suivantes :

- Incidence sur les volumes d'envois du service Poste-lettres^{MC} en raison de l'adoption accélérée de solutions de rechange numériques et de la réduction globale de l'activité économique au Canada, mesurée par le produit intérieur brut.
- Réduction globale des dépenses de publicité ou un changement dans la composition, ce qui engendrerait une diminution du courrier publicitaire.
- Changements permanents dans les habitudes de consommation, notamment l'augmentation des achats en ligne.

Pendant cette période difficile, Postes Canada surveille la situation et adapte ses activités afin d'assurer la sécurité de ses employés et de la population canadienne, tout en continuant à fournir les services importants sur lesquels comptent les clients.

La section 2 Activités de base et stratégie donne des précisions sur les changements apportés à nos activités, y compris les mesures mises en œuvre pour répondre aux risques liés à la santé et à la sécurité résultant de la COVID-19.

Conventions collectives

Le processus d'arbitrage s'est poursuivi au cours du premier trimestre de 2020 auprès de l'agent de négociation du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), qui représente les employés visés par deux conventions collectives distinctes (Exploitation postale urbaine et Factrices et facteurs ruraux et suburbains). Le STTP est le plus important syndicat de Postes Canada : il représente plus de 40 000 employés. L'objectif de la Société pendant tout processus de négociations collectives est d'établir un cadre de travail pour la croissance, tout en protégeant son autonomie financière d'une façon qui permet d'offrir des conditions de travail justes et raisonnables à ses employés et un service à la population canadienne.

9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables en 2020 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction se fonde sur l'information dont elle dispose pour porter des jugements, faire des estimations et poser des hypothèses qui sont complexes et subjectifs et qui influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, estimations et hypothèses ainsi que d'autres estimations et hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur ces estimations sont présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2019 et à la note 4 Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2019.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee ont publié des prises de position dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires de la Société.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Au cours du premier trimestre de 2020, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Les normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur sont présentées à la note 5 b) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Note de fin de texte

1. Après ajustement en fonction du nombre de jours commerciaux (ouvrables) ou de journées payées, s'il y a lieu.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le 22 mai 2020

Le chef des finances,



État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

Aux (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	28 mars 2020	31 décembre 2019
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 549 \$	1 475 \$
Titres négociables		1 073	1 077
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat		958	1 011
Autres actifs	4	199	171
Total des actifs courants		3 779	3 734
Actifs non courants			
Titres négociables		136	171
Immobilisations corporelles	5	2 938	2 942
Immobilisations incorporelles	5	135	124
Actifs au titre de droits d'utilisation	5	1 185	1 113
Titres réservés		525	514
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6	99	75
Actifs d'impôt différé		895	1 659
Goodwill		130	130
Autres actifs	4	68	65
Total des actifs non courants		6 111	6 793
Total des actifs		9 890 \$	10 527 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs		608 \$	676 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		875	839
Provisions		55	55
Produits différés		139	152
Obligations locatives	7	117	116
Passifs au titre des autres avantages à long terme	6	63	63
Total des passifs courants		1 857	1 901
Passifs non courants			
Obligations locatives	7	1 254	1 183
Prêts et emprunts		997	997
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	3 523	6 498
Autres passifs		18	20
Total des passifs non courants		5 792	8 698
Total des passifs		7 649	10 599
Capitaux propres			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global	8	72	64
Bénéfices non répartis (déficit accumulé)		977	(1 326)
Capitaux du Canada		2 204	(107)
Participations ne donnant pas le contrôle		37	35
Total des capitaux propres		2 241	(72)
Total des passifs et des capitaux propres		9 890 \$	10 527 \$
Passifs éventuels	10		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

Périodes de 13 semaines closes les (non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	28 mars 2020	30 mars 2019
Produits d'exploitation	15	2 182 \$	2 164 \$
Charges d'exploitation			
Main-d'œuvre		1 087	1 050
Avantages du personnel		415	382
		1 502	1 432
Autres charges d'exploitation	12	616	582
Amortissement	5	107	105
Total des charges d'exploitation		2 225	2 119
Résultat d'exploitation		(43)	45
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement			
Produits de placement et autres produits	13	14	17
Charges financières et autres charges	13	(24)	(23)
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement		(10)	(6)
Résultat avant impôt		(53)	39
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		(14)	10
Résultat net		(39) \$	29 \$
Autres éléments du résultat global	8		
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers		7 \$	23 \$
Écart de conversion		1	–
Ajustement de reclassement au titre des profits comptabilisés en résultat net		–	(7)
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net			
Réévaluations des régimes à prestations définies		2 344	(811)
Autres éléments du résultat global		2 352	(795)
Résultat global		2 313 \$	(766) \$
Résultat net attribuable au (aux) :			
Gouvernement du Canada		(40) \$	28 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
		(39) \$	29 \$
Résultat global attribuable au (aux) :			
Gouvernement du Canada		2 311 \$	(764) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2	(2)
		2 313 \$	(766) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

Période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	1 155 \$	64 \$	(1 326) \$	(107) \$	35 \$	(72) \$
Résultat net	–	–	(40)	(40)	1	(39)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	8	2 343	2 351	1	2 352
Résultat global	–	8	2 303	2 311	2	2 313
Solde au 28 mars 2020	1 155 \$	72 \$	977 \$	2 204 \$	37 \$	2 241 \$

Période de 13 semaines close le 30 mars 2019 (non audité – en millions de dollars canadiens)	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018	1 155 \$	43 \$	(1 408) \$	(210) \$	36 \$	(174) \$
Résultat net	–	–	28	28	1	29
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	16	(808)	(792)	(3)	(795)
Résultat global	–	16	(780)	(764)	(2)	(766)
Solde au 30 mars 2019	1 155 \$	59 \$	(2 188) \$	(974) \$	34 \$	(940) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

Périodes de 13 semaines closes les

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Notes	28 mars 2020	30 mars 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net		(39) \$	29 \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Amortissement	5	107	105
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	255	228
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6	(129)	(141)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		(14)	10
Charges d'intérêts nettes	13	7	3
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :			
Diminution des clients et autres débiteurs		53	98
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs		(56)	(97)
Augmentation des salaires et avantages à payer et provisions connexes		36	18
Diminution des provisions		(6)	–
Augmentation nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation		(29)	(49)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(4)	(11)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt		181	193
Intérêts perçus		14	18
Intérêts payés		(31)	(31)
Impôt payé		(20)	(63)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		144	117
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de titres		(336)	(509)
Produit de la vente de titres		375	621
Acquisition d'immobilisations		(86)	(76)
Autres activités d'investissement, montant net		1	(89)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(46)	(53)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursements d'obligations locatives, après déduction du produit de sous-location		(27)	(29)
Autres activités de financement, montant net		(1)	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(28)	(29)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		1 475	1 421
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		4	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		1 549 \$	1 455 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020
(non audités, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. L'état de ces directives demeure inchangé.

2 Base de présentation

Déclaration concernant la conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées et en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires et en a autorisé la publication le 22 mai 2020.

Base de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, sauf pour ce qui est de l'application des nouvelles normes, des modifications et des interprétations entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, dont il est question à la note 3 afférente aux présents états financiers intermédiaires. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Les présents états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par

la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

COVID-19 • Déclarée pandémie au mois de mars 2020, la COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les économies canadienne et mondiale, y compris nos activités en 2020, et pourrait continuer d'en avoir dans l'avenir. Les entreprises et les consommateurs canadiens pourraient choisir de recourir à nos produits et services de façon différente, et nos fournisseurs et partenaires pourraient subir leurs propres répercussions. Certains de ces changements pourraient donner lieu à des pertes de crédit et à des réductions du volume d'activités dans les périodes futures. Ces incertitudes pourraient notamment se traduire par des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement, la non-disponibilité de membres du personnel, la fermeture d'installations, une volatilité accrue de la valeur des instruments financiers et une diminution des ventes, du résultat et de la productivité.

Nos activités dépendent des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé et des directives de l'Agence de santé publique du Canada, qui a été chargée par le gouvernement du Canada de la réponse à la COVID-19. Nous avons fourni des informations additionnelles lorsque cette réponse a eu une incidence sur nos états financiers intermédiaires. À l'heure actuelle, la durée et les répercussions de la COVID-19 demeurent inconnues, tout comme on ignore si les interventions du gouvernement et de la banque centrale seront efficaces. Il est impossible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité des faits nouveaux et leur incidence sur les résultats financiers et la situation de la Société et de ses filiales en exploitation dans les périodes à venir.

3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications et interprétations entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020

Les modifications suivantes publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), lesquelles nécessitaient une adoption obligatoire par le Groupe d'entreprises au 1^{er} janvier 2020, n'ont eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires de la Société.

Modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers (IAS 1)*, et à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs (IAS 8)* • En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1 et à l'IAS 8 dans le but d'uniformiser la définition du terme « significatif » d'une norme à l'autre et de clarifier certains aspects de la définition. Il y précise que l'évaluation de l'importance relative devra tenir compte de la mesure dans laquelle les principaux utilisateurs pourraient raisonnablement être influencés dans leurs décisions économiques. Ces modifications établissent le fait qu'au moment d'évaluer s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'une information influence les décisions des utilisateurs principaux, une entité doit prendre en considération tant les caractéristiques propres à ces utilisateurs que sa situation particulière. Les modifications doivent être appliquées prospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises (IFRS 3)* • En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 3 dans le but d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou comme une acquisition d'actifs. Ces modifications offrent des indications additionnelles sur les exigences minimales pour répondre à la définition d'une entreprise, suppriment l'évaluation de la capacité des intervenants du marché de remplacer des éléments manquants, donnent des directives afin d'aider les entités à déterminer si un processus substantiel a été acquis, restreignent la portée de la définition d'une entreprise et d'une sortie et instaurent un test facultatif de la concentration de la juste valeur. Les modifications doivent être appliquées aux transactions de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs dont la date d'acquisition se situe à ou après l'ouverture d'un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, les entités ne sont pas tenues de réévaluer les transactions réalisées au cours de périodes antérieures.

b) Normes, modifications ou interprétations qui ne sont pas encore en vigueur

À l'exception de celles présentées à la note 5 b) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié aucune autre nouvelle norme, modification ou interprétation pouvant avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises.

4 Autres actifs

Aux (en millions)	28 mars 2020	31 décembre 2019
Impôt à recevoir	65 \$	50 \$
Charges payées d'avance	135	119
Actifs détenus en vue de la vente	2	1
Créances au titre de contrats de location-financement	13	14
Autres débiteurs	52	52
Total des autres actifs	267 \$	236 \$
Autres actifs courants	199 \$	171 \$
Autres actifs non courants	68	65

Au 28 mars 2020, la totalité des biens classés comme étant détenus en vue de la vente concernait le secteur d'activité Postes Canada. Il est prévu que le produit de la vente de ces biens permettra de recouvrer entièrement leur valeur comptable. Le tableau qui suit présente les paiements non actualisés au titre de la location devant être reçus annuellement pour chacune des périodes indiquées.

Aux (en millions)	28 mars 2020	31 décembre 2019
Flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins de un an	5 \$	5 \$
De un an à cinq ans	8	9
Total des créances non actualisées au titre des contrats de location-financement	13 \$	14 \$

5 Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
31 décembre 2019	452 \$	2 197 \$	364 \$	1 187 \$	599 \$	371 \$	1 169 \$	115 \$	6 454 \$
Entrées	5	2	2	4	2	1	18	32	66
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	(1)	(6)	–	–	–	–	–	–	(7)
Mises hors service	–	–	(1)	–	(2)	–	–	–	(3)
Transferts	–	15	–	–	–	1	3	(19)	–
28 mars 2020	456 \$	2 208 \$	365 \$	1 191 \$	599 \$	373 \$	1 190 \$	128 \$	6 510 \$
Cumul des amortissements									
31 décembre 2019	– \$	1 218 \$	256 \$	758 \$	360 \$	291 \$	629 \$	– \$	3 512 \$
Amortissement	–	15	4	18	11	6	13	–	67
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(5)	–	–	–	–	–	–	(5)
Mises hors service	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	(2)
28 mars 2020	– \$	1 228 \$	259 \$	776 \$	370 \$	297 \$	642 \$	– \$	3 572 \$
Valeur comptable									
31 décembre 2019	452 \$	979 \$	108 \$	429 \$	239 \$	80 \$	540 \$	115 \$	2 942 \$
28 mars 2020	456 \$	980 \$	106 \$	415 \$	229 \$	76 \$	548 \$	128 \$	2 938 \$

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et relations clients	Total
Coût				
31 décembre 2019	815 \$	49 \$	23 \$	887 \$
Entrées	–	21	–	21
Transferts	5	(5)	–	–
28 mars 2020	820 \$	65 \$	23 \$	908 \$
Cumul des amortissements				
31 décembre 2019	741 \$	– \$	22 \$	763 \$
Amortissement	10	–	–	10
28 mars 2020	751 \$	– \$	22 \$	773 \$
Valeur comptable				
31 décembre 2019	74 \$	49 \$	1 \$	124 \$
28 mars 2020	69 \$	65 \$	1 \$	135 \$

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2019	117 \$	265 \$	709 \$	21 \$	1 \$	1 113 \$
Entrées	4	4	93	–	1	102
Amortissement	(1)	(7)	(20)	(2)	–	(30)
28 mars 2020	120 \$	262 \$	782 \$	19 \$	2 \$	1 185 \$

6 Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme**a) Passif net au titre des prestations définies**

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

Aux (en millions)	28 mars 2020	31 décembre 2019
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	99 \$	75 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	281 \$	2 660 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 305	3 901
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 586 \$	6 561 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	63 \$	63 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 523 \$	6 498 \$

b) Coûts des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020			30 mars 2019		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	176 \$	30 \$	206 \$	131 \$	28 \$	159 \$
Coût financier	237	30	267	266	35	301
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(217)	–	(217)	(241)	–	(241)
Autres frais administratifs	3	–	3	3	–	3
Profits actuariels ¹	–	(11)	(11)	–	–	–
Modifications de régimes ²	–	1	1	–	–	–
Charge au titre des prestations définies	199	50	249	159	63	222
Charge au titre des cotisations définies	6	–	6	6	–	6
Charge totale	205	50	255	165	63	228
Rendement des titres réservés	–	(4)	(4)	–	(11)	(11)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	205 \$	46 \$	251 \$	165 \$	52 \$	217 \$
(Profits) pertes de réévaluation : Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	2 292 \$	– \$	2 292 \$	(1 549) \$	– \$	(1 549) \$
(Profits actuariels) pertes actuarielles	(4 810)	(607)	(5 417)	2 333	298	2 631
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{3,4}	(2 518) \$	(607) \$	(3 125) \$	784 \$	298 \$	1 082 \$

1. Les réévaluations des régimes des autres avantages à long terme sont comptabilisées en résultat net pour l'exercice au cours duquel elles se produisent. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les régimes des autres avantages à long terme du secteur Postes Canada au 28 mars 2020 se chiffrait à 3,7 %, comparativement à 2,9 % au 31 décembre 2019.
2. Au cours du trimestre, la Société a ratifié une nouvelle convention collective avec les employés représentés par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). Les nouvelles conditions ont entraîné des modifications au Régime de soins médicaux complémentaire, donnant lieu à une perte de 1 million de dollars.
3. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 781 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (recouvrement d'impôt de 271 millions de dollars au 30 mars 2019).
4. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 28 mars 2020 se chiffraient respectivement à 4,2 % et à 4,3 %, comparativement à 3,1 % et à 3,2 % respectivement au 31 décembre 2019. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 30 mars 2019 se chiffraient respectivement à 3,3 % et à 3,4 %.

c) Total des paiements en trésorerie et allègement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020	30 mars 2019
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	38 \$	40 \$
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	73	82
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	12	13
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	123	135
Cotisations aux régimes à cotisations définies	6	6
Total des paiements versés en espèces	129 \$	141 \$

L'estimation du montant total des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies en 2020 pour le Groupe d'entreprises n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le 15 avril 2020, en raison des répercussions de la COVID-19 sur l'économie, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il adoptera une mesure d'allègement immédiate et temporaire pour les répondants de régimes de retraite à prestations définies sous réglementation fédérale. Cet allègement, qui prend la forme d'un moratoire, libère la Société de son obligation d'effectuer des paiements spéciaux de solvabilité estimés à 366 millions de dollars pour 2020. La volatilité du marché occasionnée par la COVID-19 pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2021 et les années suivantes.

7 Obligations locatives

a) Obligations locatives

Aux (en millions)	28 mars 2020	31 décembre 2019
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins de un an	150 \$	156 \$
De un an à cinq ans	528	512
Plus de cinq ans	1 192	1 073
Total des obligations locatives non actualisées	1 870 \$	1 741 \$
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	1 371 \$	1 299 \$
Obligations locatives courantes	117 \$	116 \$
Obligations locatives non courantes	1 254	1 183

Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (obligations locatives non actualisées) totalisant 28 millions de dollars (29 millions de dollars au 31 décembre 2019) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux et aux services de transport. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 28 mars 2020, prévoient des sorties de trésorerie futures de 51 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives.

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)	31 décembre 2019	Paiements	Intérêts	Entrées (contrats de location nets)	28 mars 2020
Obligations locatives	1 299 \$	(38) \$	10 \$	100 \$	1 371 \$

8 Autres éléments du résultat global

Période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (en millions)	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	Autres éléments du résultat global
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	
Solde cumulé au 31 décembre 2019	59 \$	5 \$	64 \$		
Profit de la période	10 \$	1 \$	11 \$	3 125 \$	3 136 \$
Impôt sur le résultat	(3)	–	(3)	(781)	(784)
Montant net	7 \$	1 \$	8 \$	2 344 \$	2 352 \$
Solde cumulé au 28 mars 2020	66 \$	6 \$	72 \$		

9 Questions liées à la main-d'œuvre

La Société est partie à un certain nombre de litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes qu'ont intentés divers groupes syndicaux de Postes Canada. Aucun changement important n'a été apporté aux questions liées à la main-d'œuvre présentées à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2019, à l'exception de ce qui suit :

Postes Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) ont achevé, en 2019, la mise en œuvre des principaux éléments du jugement relatif à l'équité salariale rendu par l'arbitre en mai 2018, sauf pour quelques questions qui demeurent en suspens. Une question non résolue dans la décision initiale a été renvoyée au processus d'arbitrage exécutoire par le STTP, tandis que des solutions pour les autres questions font toujours l'objet de discussions. Les ajustements ont été faits rétroactivement au 1er janvier 2016.

Pour le moment, il est impossible pour la Société de prévoir l'issue des divers litiges portant sur l'équité salariale et des sujets connexes, et il se peut qu'elle procède au besoin à l'ajustement des provisions comptabilisées dans le résultat net pour les périodes

subséquentes. Ces questions continueront d'évoluer; cependant, d'autres renseignements détaillés ne seront pas présentés, puisqu'ils pourraient être préjudiciables à la Société.

10 Passifs éventuels

Aucun changement important n'a été apporté aux passifs éventuels présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2019.

11 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des titres réservés, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des salaires et avantages à payer et des provisions connexes correspondent à une approximation raisonnable de leurs valeurs comptables présentées à l'état de la situation financière. En outre, ces instruments financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et leurs justes valeurs estimatives sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période close le 28 mars 2020.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas changé de manière importante depuis la fin de la dernière période de présentation de l'information financière, et les informations les plus récentes concernant la nature et l'étendue du risque de change et du risque de liquidité sont présentées ci-dessous.

a) Risque de marché

Risque de change • L'exposition au risque de change provient principalement du secteur Postes Canada, pour lequel elle est surtout attribuable aux règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et au remboursement des mandats-poste libellés en monnaies étrangères. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£), le yen japonais (¥) et le renminbi chinois (CN¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Le secteur Postes Canada possède un programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en DTS prévues. La COVID-19, déclarée pandémie au mois de mars 2020, a entraîné une volatilité accrue des marchés, y compris les taux de change. L'évaluation des contrats de change à terme en vigueur est comme suit :

Au 28 mars 2020

(en millions)

Monnaie	Valeur actualisée	Équivalent canadien	Taux moyen du contrat	Échéance	Type	À la juste valeur
Dollar américain	98 \$ US	129 \$	1,314 \$/\$ US	Du 17 avril 2020 au 4 décembre 2020	Vente à terme	(8) \$
Euro	57 €	85	1,477 \$/€	Du 17 avril 2020 au 4 décembre 2020	Vente à terme	(5)
Livre sterling	12 £	21	1,716 \$/£	Du 17 avril 2020 au 4 décembre 2020	Vente à terme	–
Yen japonais	1 775 ¥	22	0,012 \$/¥	Du 17 avril 2020 au 4 décembre 2020	Vente à terme	(2)
Renminbi chinois	151 CN¥	29	0,190 \$/CN¥	Du 17 avril 2020 au 4 décembre 2020	Vente à terme	(1)
Total		286 \$				(16) \$

Au 31 décembre 2019

(en millions)

Monnaie	Valeur actualisée	Équivalent canadien	Taux moyen du contrat	Échéance	Type	À la juste valeur
Dollar américain	54 \$ US	71 \$	1,321 \$/\$ US	17 janvier 2020	Vente à terme	1 \$
Euro	36 €	53	1,467 \$/€	17 janvier 2020	Vente à terme	1
Livre sterling	8 £	13	1,732 \$/£	17 janvier 2020	Vente à terme	–
Yen japonais	1 100 ¥	13	0,012 \$/¥	17 janvier 2020	Vente à terme	–
Renminbi chinois	94 CN¥	18	0,187 \$/CN¥	17 janvier 2020	Vente à terme	–
Total		168 \$				2 \$

Les profits (pertes) de change et les profits (pertes) sur dérivés comptabilisés s'établissent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020			30 mars 2019		
	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total	Pertes de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total
Latents	17 \$	(16) \$	1 \$	(2) \$	3 \$	1 \$
Réalisés	5	–	5	–	(1)	(1)
Total	22 \$	(16) \$	6 \$	(2) \$	2 \$	– \$

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles et amène le Groupe d'entreprises à subir une perte financière. Le risque de crédit découle des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, notamment les créances impayées. Les ventes aux consommateurs sont réglées par les clients au comptant ou au moyen des principales cartes de crédit.

La COVID-19 a créé une volatilité dans les conditions des marchés à l'échelle mondiale. Les écarts de rendement des obligations se sont creusés et les taux de défaillance ont augmenté, entraînant une hausse du risque de crédit. Nous avons revu et augmenté nos estimations des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à l'égard de certains titres négociables et de certains placements en titres réservés pour des catégories de placements dont les échéances sont supérieures à 12 mois. Nous avons également augmenté la provision pour pertes de crédit attendues à l'égard de nos créances commerciales. Il existe une incertitude de mesure accrue, mais l'ajustement comptabilisé au premier trimestre n'était pas important.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. De l'avis de la direction, le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Le 15 avril 2020, en raison des répercussions de la COVID-19 sur l'économie, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il adopterait une mesure d'allègement immédiate et temporaire pour les répondants de régimes de retraite à prestations définies sous réglementation fédérale. Ce moratoire libère la Société de son obligation d'effectuer des paiements spéciaux de solvabilité estimés à 366 millions de dollars pour 2020. La volatilité des marchés engendrée par la COVID-19 pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2021 et les années suivantes.

12 Autres charges d'exploitation

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020	30 mars 2019
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	400 \$	382 \$
Immobilier, installations et entretien	75	74
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	141	126
Autres charges d'exploitation	616 \$	582 \$

13 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020	30 mars 2019
Produit d'intérêts	14 \$	17 \$
Perte sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	–	–
Autres produits	–	–
Produits de placement et autres produits	14 \$	17 \$
Charge d'intérêts	(21) \$	(20) \$
Autres charges	(3)	(3)
Charges financières et autres charges	(24) \$	(23) \$
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement	(10) \$	(6) \$

14 Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

Périodes de 13 semaines closes les (en millions)	28 mars 2020	30 mars 2019
Produits générés par des transactions avec des parties liées	61 \$	62 \$
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes		
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	6 \$	6 \$
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	2 \$	2 \$
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	6 \$	7 \$

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 7 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

Aux (en millions)	28 mars 2020	31 décembre 2019
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	17 \$	15 \$
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	6 \$	10 \$
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	1 \$	2 \$

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés sont tenus de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour un montant de 3 millions de dollars (3 millions de dollars au 30 mars 2019). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours de la période de 13 semaines close le 28 mars 2020, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) pour un montant de 3 millions de dollars (3 millions de dollars au 30 mars 2019). Au 28 mars 2020, une créance de 3 millions de dollars (13 millions de dollars au 31 décembre 2019) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

15 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits

- a) **Secteurs opérationnels** • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 28 mars 2020 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	1 665 \$	451 \$	67 \$	(1) \$	2 182 \$
Produits intersectoriels	14	6	9	(29)	–
Produits d'exploitation	1 679 \$	457 \$	76 \$	(30) \$	2 182 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 206 \$	231 \$	38 \$	27 \$	1 502 \$
Autres charges d'exploitation	455	195	25	(59)	616
Amortissement	78	18	10	1	107
Charges d'exploitation	1 739 \$	444 \$	73 \$	(31) \$	2 225 \$
Résultat d'exploitation	(60) \$	13 \$	3 \$	1 \$	(43) \$
Produits de placement et autres produits	12 \$	1 \$	– \$	1 \$	14 \$
Charges financières et autres charges	(18)	(4)	(1)	(1)	(24)
Résultat avant impôt	(66) \$	10 \$	2 \$	1 \$	(53) \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(16)	2	1	(1)	(14)
Résultat net	(50) \$	8 \$	1 \$	2 \$	(39) \$
Total des actifs	8 465 \$	1 450 \$	281 \$	(306) \$	9 890 \$
Total des passifs	6 690 \$	799 \$	173 \$	(13) \$	7 649 \$

Au 30 mars 2019 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Logistique	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	1 658 \$	434 \$	72 \$	– \$	2 164 \$
Produits intersectoriels	14	7	8	(29)	–
Produits d'exploitation	1 672 \$	441 \$	80 \$	(29) \$	2 164 \$
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 141 \$	221 \$	42 \$	28 \$	1 432 \$
Autres charges d'exploitation	429	185	27	(59)	582
Amortissement	76	20	9	–	105
Charges d'exploitation	1 646 \$	426 \$	78 \$	(31) \$	2 119 \$
Résultat d'exploitation	26 \$	15 \$	2 \$	2 \$	45 \$
Produits de placement et autres produits	15 \$	1 \$	1 \$	– \$	17 \$
Charges financières et autres charges	(18)	(4)	(1)	–	(23)
Résultat avant impôt	23 \$	12 \$	2 \$	2 \$	39 \$
Charge d'impôt sur le résultat	6	3	1	–	10
Résultat net	17 \$	9 \$	1 \$	2 \$	29 \$
Total des actifs	9 326 \$	1 236 \$	242 \$	(305) \$	10 499 \$
Total des passifs	10 659 \$	638 \$	148 \$	(6) \$	11 439 \$

b) Informations sur les produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur, ils ont donc été éliminés du montant des produits intersectoriels présenté par régions géographiques.

Périodes de 13 semaines closes les

(en millions)

	28 mars 2020	30 mars 2019
Canada	2 052 \$	2 051 \$
États-Unis	66	60
Reste du monde	64	53
Total des produits	2 182 \$	2 164 \$

c) Informations sur les produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

Période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (en millions)	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services			
Courrier transactionnel	537 \$	– \$	537 \$
Colis	1 174	(25)	1 149
Marketing direct	230	(1)	229
Autres produits	122	(72)	50
	2 063 \$	(98) \$	1 965 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	88 \$	– \$	88 \$
Machines à affranchir	129	–	129
	217 \$	– \$	217 \$
Total	2 280 \$	(98) \$	2 182 \$
Période de 13 semaines close le 30 mars 2019 (en millions)			
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services			
Courrier transactionnel	544 \$	– \$	544 \$
Colis	1 119	(25)	1 094
Marketing direct	255	–	255
Autres produits	115	(66)	49
	2 033 \$	(91) \$	1 942 \$
Produits non attribués			
Timbres-poste	80 \$	– \$	80 \$
Machines à affranchir	142	–	142
	222 \$	– \$	222 \$
Total	2 255 \$	(91) \$	2 164 \$

d) Informations sur les produits relatifs aux canaux de vente

Les produits relatifs aux canaux de vente sont présentés pour les produits générés par les services du régime intérieur offerts aux clients commerciaux et pour les produits générés par les services de vente au détail du régime intérieur offerts aux consommateurs. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels que définis à la note 15 b).

Période de 13 semaines close le 28 mars 2020 (en millions)	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial	1 542 \$	(26) \$	1 516 \$
Canal de vente au détail	536	–	536
	2 078 \$	(26) \$	2 052 \$
Régime international			
	130 \$	– \$	130 \$
Autres régimes			
	72 \$	(72) \$	– \$
Total	2 280 \$	(98) \$	2 182 \$
Période de 13 semaines close le 30 mars 2019 (en millions)			
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur			
Canal commercial	1 547 \$	(26) \$	1 521 \$
Canal de vente au détail	533	–	533
	2 080 \$	(26) \$	2 054 \$
Régime international			
	113 \$	– \$	113 \$
Autres régimes			
	62 \$	(65) \$	(3) \$
Total	2 255 \$	(91) \$	2 164 \$



POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301

Pour obtenir des renseignements sur les ressources, visitez postescanada.ca.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

Canada

